



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

Comité National 19-09-2015- rapport introductif

Ce rapport est centré sur les élections régionales, les propositions de notre Parti et le développement de son activité.

1°/ - Les enjeux des régionales

Un mot sur le climat politique. Tous les chiffres sont au rouge. La politique de Hollande a aggravé la crise. Le chiffre du chômage a grimpé continuellement en 3 ans, passant de 2 800 000 à 3 500 000 ; l'austérité règne en maître, avec le pacte de responsabilité, la loi Macron, les 275 milliards donnés aux patrons.

Le mécontentement est généralisé mais pas de débouchés politiques véritablement alternatifs. La responsabilité des maux est reportée sur le capitalisme, dont les dirigeants du PS et leur gouvernement sont les serviteurs zélés. Voir la montée de la droite et surtout du FN avec le rôle de diversion du PCF, de Mélenchon qui prônent un capitalisme autrement.

Cela ouvre un espace réel à notre Parti. J'y reviendrai.

Autre toile de fond en lien étroit avec les **enjeux de classe des régionales. C'est l'offensive tous azimuts du capital** pour remodeler, transformer, faire glisser la société française dans un sens plus réactionnaire que jamais.

La réforme administrative (loi NOTRE) s'est faite à l'initiative de la classe capitaliste pour les seuls intérêts des multinationales françaises et internationales. Réforme qui s'inscrit dans les diktats de l'UE et veut transformer l'espace territorial français sur le modèle des länders et des États américains pour casser le cadre national de luttes : salaires,

conditions de travail, contrats, horaires etc. C'est l'affaiblissement considérable et continu de la souveraineté nationale.

- les régions deviendront le cadre économique de développement → : abandon d'une stratégie économique nationale au profit de métropoles régionales dans le cadre de l'UE.
- Le capital n'attend pas puisqu'il a déclenché une offensive pour, conjointement avec l'enjeu des régionales, exploiter toujours plus les travailleurs : attaque généralisée contre le Code du Travail, attaques contre les services publics, santé, éducation, Postes et leur caractère national.

A cette stratégie du capital pleinement relayée par tous les Partis et appuyée par les syndicats jaunes CFDT en tête et les positions d'accompagnement de la CGT, le Parti Révolutionnaire –COMMUNISTES – a un rôle irremplaçable pour défendre les conquêtes sociales et le cadre national de luttes, le plus favorable pour le développement de la lutte de classes, pour faire grandir l'alternative révolutionnaire.

C'est là le sens de nos listes et de notre bulletin de vote pour les listes « Communistes ».

2°/ - Positionnement des partis politiques

Tous les partis du capital (PS – Les Républicains – FN) inscrivent leur action dans le cadre voulue par la réforme territoriale.

A cette fin, ces partis opèrent une diversion majeure en occultant totalement les enjeux des régionales. A droite et à l'extrême-droite, c'est actuellement la question des réfugiés, de l'immigration « sauvage » qui est mise en avant.

Au PS, on va essayer de limiter la perte prévisible de la majorité des régions qu'il dirige, en parlant abondamment d'un « redressement » (sic) opéré et le retour de la croissance (re sic !).

Au Front de Gauche, ces différentes composantes connaissent crise et divisions. Les illusions placées sur Syriza et l'échec une fois de plus du réformisme montrent où conduit la stratégie d'un autre capitalisme « social » et « humain ». Mélenchon croit contourner le problème en prônant le plan B et la sortie possible de l'euro et prône l'alliance avec les écologistes y compris sans le PCF.

Pierre Laurent (« président » ont scandé des militants à la fête de l'Huma, ce qui prouve que là comme chez les autres, les régionales ne sont vues que dans la perspective de 2017 !) appelle à une large coalition « avec les Verts, les Frondeurs du PS pour construire un rassemblement « Anti-austérité ».

Mais comme en Grèce, la lutte contre l'austérité est indissociable de la lutte contre le capital pour abattre historiquement le capitalisme, sa propriété monopoliste et son État.

La politique de Hollande et la déception engendrée ouvrent un espace politique important pour les tenants de l'alternance.

Lors des dernières consultations, le FN a progressé dans les couches populaires et chez les jeunes. Les campagnes du PS et du Front de Gauche à caractère moralisantes, culpabilisantes, sociétales, ne résolvent rien.

L'idée est forte qu'après « avoir essayé la droite puis la gauche » ... pourquoi pas le FN ? Le rappel historique du régime de Vichy n'est pas parlant aux jeunes générations dans un pays où la mémoire historique sur la Résistance surtout communiste n'est pas cultivée. Il faut s'attaquer au FN comme parti du capital, de la relève pour les monopoles en cas de rejet de la droite et du PS.

FN Parti du capital : quelques illustrations.

Le FN connu pour sa prétendue défense de la souveraineté nationale, pour ses diatribes contre « Bruxelles » et « l'euro », dans le cadre des régionales, annonce s'inscrire dans la « région stratégie économique » ce qui va précisément dans le sens des intérêts des multinationales et de l'UE.

Il se prononce pour la « libre entreprise », l'allongement du temps de travail avec le passage aux 39 heures (payées 39 sauf dans les PME et les entreprises en difficulté), pour les aides financières régionales aux entreprises notamment les PME, pour la refonte du Code du Travail.

Le Fn se prononce pour la collaboration de classe, en exigeant une réforme des syndicats, pour les « intégrer à des logiques de concertation avec le patronat », il s'inscrit dans la baisse du coût du travail avec sa proposition de diminution des charges de cotisations sociales. Il veut la disparition de l'ISF (impôt sur la fortune) et... « l'intolérable pression fiscale sur les entreprises ».

Le FN aux Parlements français et européens a voté toutes les mesures d'austérité et les lois de régression sociale. Dans ses municipalités, les économies sont réalisées par la réduction des budgets sociaux : crèches, bibliothèques, cantines scolaires, transports, aides sociales diverses.

Il faut rappeler tout cela pour démontrer aux électeurs dans le désarroi que le FN est un défenseur des intérêts capitalistes et du renforcement de l'exploitation.

Notre bataille pour faire mesurer l'enjeu de ces régionales est décisive... Il faut que notre Parti, avec ses moyens, contribue à la remobilisation politique de notre peuple. Tous les autres Partis éludent les enjeux réels pour mieux tromper les travailleurs. A l'intérieur de tous ces partis, ce ne sont que grenouillages, coalitions montées de toute pièce, débauchage pour servir les ambitions personnelles et la lutte pour les postes, dans la lutte concurrentielle pour les présidentielles.

3°/ - La campagne de notre Parti

- L'unification de Communistes et de l'URCF en un seul parti révolutionnaire va permettre d'avoir des listes dans plusieurs régions mais partout nous ferons campagne avec les bulletins de vote « Communistes ».
- Seuls nous en dévoilerons les enjeux et a fortiori les enjeux de la bataille de classe.
L'engagement militant porte ses premiers fruits : le travail remarquable de la cellule de Loire Atlantique au CHU, est à mettre en avant, les camarades nous donneront les précisions nécessaires. Plus de 110 personnes ont été contactées, la liste est quasiment close, de plus la parité est respectée.
- Dans le Calvados et le Centre, les choses avancent.
- En région parisienne le travail de prospection a commencé, mais des sympathisants contactés acceptent d'être candidats.
Dans l'Aude qui part dans une bataille difficile, tout est engagé jusqu'à fin octobre pour le dépôt d'une liste.
- Il y a quelque chose qui bouge. Nul doute que nous aurons des informations supplémentaires sur la campagne en cours.

La réunion publique nationale du 7 novembre revêt une grande importance pour mobiliser l'ensemble du Parti, faire connaître les enjeux, nos propositions et l'atout majeur pour les travailleurs et le pays que constitue un parti révolutionnaire unifié.

Une réunion publique qui nécessite que chaque département fasse le maximum pour la venue nombreuse de communistes, de travailleurs qui cherchent une réponse et une issue à leurs difficultés
Tout le Parti doit être en ordre de bataille pour la réussite du 7 novembre et pour les régionales – il faut tenir partout des réunions dans les départements -- collecter les candidatures des présents, se partager le travail pour contacter les autres membres du Parti, les sympathisants, les lecteurs de nos publications avec une attention particulière pour les syndicalistes attachés au syndicalisme de classe,

mener la bataille financière pour la souscription des membres, des sympathisants, de nos collègues de travail.

Avec ces élections, nous entrons dans les travaux pratiques de l'unification, en apprenant à militer côte à côte, les premiers échos sont positifs. Les réunions de direction, de départements se déroulent bien : homogénéité et unité politique.

L'atout principal de l'unification est d'avoir su impulser un Parti marxiste-léniniste tourné vers la défense exclusive des intérêts des travailleurs et du pays.

Bien sûr, il reste à surmonter certaines différences organisationnelles et de fonctionnement mais nous les surmonterons par le travail et l'échange pour remplir pleinement notre rôle de Parti révolutionnaire. Nous avons tous cet objectif.

Pour la campagne : les militants utiliseront notre matériel politique : articles parus dans l'Hebdo et dans Intervention communiste, rapport au BN d'août, tracts et professions de foi à distribuer dans les quartiers populaires et entreprises.

Dans la campagne : les militants plus largement qu'au Congrès vont pouvoir se connaître. On présentera nos listes et propositions. Moment important également pour faire connaître notre Parti.

La venue des adhérents, sympathisants mais aussi des syndicalistes est très importante.

Notre Parti aux régionales contre l'offensive du capital

La Campagne est à relier au combat contre l'offensive brutale du capital.

Les questions du Code du Travail, des privatisations des services publics (Éducation, Santé, Postes, Énergie) des aides publiques au capital sont parties intégrantes de notre campagne exprimée à travers notre presse et nos tracts.

Objectif aux Régionales pour le capital: contourner le cadre national qui régissait nos conditions de travail, salaires, temps de travail et de carrière pour y substituer un cadre de branches ou d'entreprises. Cet objectif s'accompagne tout de suite de mesures antipopulaires et antisociales prônées par le MEDEF et relayées par les médias et le gouvernement.

C'est l'attaque frontale contre le Code du Travail préparée depuis des mois. Cf. Macron devant le MEDEF, le rapport Combrexelle, l'article de Michel Noblecourt dans « Le Monde » et Gattaz qui déclare « le gouvernement qui réglera ce problème entrera dans l'histoire ».

Effectivement, c'est un pan important des conquêtes sociales qui est dans la visée du capital.

PS et CFDT relaient les exigences patronales sur la « lourdeur et illisibilité du Code du Travail » et appellent au « partenariat social ».

Sans attendre la réforme (en fait la disparition du Code du Travail) le patronat s'inscrit dans le renforcement de l'exploitation : les accords/consultations des salariés pour sauver les emplois avec abaissement des salaires et allongement du temps de travail.

Accord qui ne règle rien : Bosch-Continental l'a montré au détriment des travailleurs.

Les enjeux avec la réforme territoriale avec l'attaque contre le Code du Travail, sont clairs : **faire baisser le « coût » du travail**, baisser les salaires, limiter les droits de défense et garanties sur l'emploi et les rémunérations des travailleurs, elle vise à donner les droits aux seules entreprises.

Hollande a déclaré « Il faut une meilleure adaptation du droit du travail à la réalité de l'entreprise ». Donc, la nécessité d'appliquer des droits variables selon les entreprises !

Tout cela a été précédé et accompagné d'une vaste campagne (guerre) idéologique, en lien direct avec le grand capital.

Le livre de Badinter et Lyon-Caen qui va diffuser l'idée d'un Code du Travail trop lourd, « illisible » qui ne devrait retenir que 50 grands principes. Ensuite Terra-Nova un think-tank du PS dirigé par Chérèque (ancien dirigeant de la CFDT) prend position pour alléger le Code du Travail avec comme pivot le « dialogue social » fondé sur des « dispositifs d'ordre public » renvoyés aux négociations entre partenaires sociaux dans l'entreprise. Primauté de l'accord d'entreprise sur l'accord national.

Des dérogations seraient possibles par branche. Ensuite c'est le rapport de la Commission Combrexelle qui avait dans le passé commis deux tentatives de mise en place de décrets légalisant le travail à la tâche sans durée légale du temps de travail, mesures annulées par le Conseil d'État !

Dans cette Commission siégeaient des représentants des monopoles suivants : Lafarge, Thalès, Onet, Euronext, des membres de cabinets de ministres UMP ou PS ..., Jean-Dominique Simonpoli, ancien secrétaire général de la fédération CGT des banques devenu directeur général de l'association « Dialogues » et Tiziana Treu, ancien ministre italien qui a détricoté le Code du Travail dans son pays !

Le résultat est salué par la presse capitaliste. Le « Monde » salue « la révolution culturelle du rapport Combrexelle ». La ligne générale étant « de faire prévaloir les accords collectifs sur les contrats de travail », de réintroduire de fait le « SMIC jeune » cher à Balladur.

Valls annonce que la loi sera votée avant l'été et prétend ne pas toucher au temps de travail, aux salaires, aux conditions de travail ... Ce sont des propos démagogiques car justement la primauté des accords d'entreprise ou de branche sur les droits liés à un Code du Travail, c'est la mise en place d'une variable d'ajustement entre salariés, l'avènement des inégalités de droit entre eux.

Tout cela pour prétendument faciliter la création d'emplois. La réponse cruelle pour les salariés est dans les chiffres avec l'explosion du chômage, depuis la refonte du Code du Travail sous Sarkozy depuis 2008, depuis l'adoption du Pacte de Responsabilité du MEDEF, par Hollande et la CFDT.

Parallèlement et conjointement, a eu lieu la consultation des salariés de SMART (Daimler-Benz) sur fond de chantage au maintien de l'emploi alors que le groupe a réalisé 41 % de plus de profits.

Là aussi, l'objectif est de baisser le salaire réel en travaillant plus pour renforcer la compétitivité face à la concurrence. Pour cela travailler 39 h payées 37, renoncer à des jours de RTT !

56 % de OUI à la proposition patronale. Mais les résultats montrent que 61 % des ouvriers ont déposé un bulletin NON et que CGT et CFDT relaieront ce refus.

Quelques réflexions sur le rapport de forces capital/travail.

L'offensive capitaliste est le résultat des reculs importants du syndicalisme de classe qui a donné la primauté à la négociation entre « partenaires sociaux à coups de propositions » au détriment de la construction préalable d'un rapport de forces par les grèves nationales.

Mais il faut aussi être attentif à ce qui bouge. Dans les réunions CGT grandit cette idée : pourquoi ne parle-t-on jamais et ne s'attaque-t-on pas au capitalisme en tant que responsable des maux ? La colère et le mécontentement grandissent particulièrement chez ceux qui ont cru aux promesses de Hollande.

La préparation du Congrès CGT incite aussi à la réflexion et au débat sur la stratégie. Martinez le secrétaire général de la CGT déclare (Libération 16/09) : « on nous vend le Pacte de Responsabilité comme la panacée mais depuis 2013, c'est beaucoup d'aides pour les entreprises et rien pour les salariés... » .

Mais que propose-t-il par rapport à ce constat accablant : « actuellement on est davantage dans le monologue social que le dialogue. Le gouvernement n'a pas tiré les leçons de l'échec de la dernière négociation entre partenaires sociaux ; qu'il commence par revoir les modalités pour qu'on ne discute pas toujours d'un texte écrit par le patronat. Quant au prochain rendez-vous (...) si c'est pour casser le Code du Travail, on n'ira pas. Mais si c'est pour parler des salaires ou des 32 heures on ira en courant ».

D'une certaine façon, Martinez essaie de capter le mécontentement, mais syndicalisme d'accompagnement oblige, il avoue son impuissance (comme si l'ordre du jour dépendait du seul gouvernement) et son refus d'une stratégie nationale de luttes et grèves.

La méthode éprouvée, la seule pour stopper l'offensive du capital, c'est la voie des luttes et grèves avec pour mot d'ordre « pas touche au Code du Travail », « stop aux cadeaux aux patrons ! », voie que nous populariserons aux régionales en saluant et prenant appui sur toutes les résistances comme celles des ouvriers de SMART, des postiers et de nombreux autres qui luttent contre les suppressions de postes et la répression des personnes de santé et du secteur éducatif dont il faut coordonner les luttes.

La politique internationale du gouvernement est dictée par les mêmes impératifs capitalistes. Autour des réfugiés se livre une formidable diversion politique de la part des partis du capital lors des régionales. Rappelons la réalité. Ce sont les guerres impérialistes conduites par les États-Unis, la France etc. qui ont déstabilisé le Moyen-Orient. Guerres qui ont pour but le contrôle des ressources économiques et la mise sous tutelle des pays concernés.

La destruction de l'État libyen, la guerre civile internationalisée contre la Syrie d'Assad, la politique de colonisation et de guerre d'Israël contre le droit fondamental du peuple palestinien à un État libre et indépendant, l'agression de la Turquie contre le peuple kurde, le pillage économique des ressources de l'Afrique

par les multinationales françaises et autres poussent des millions de gens à fuir les guerres et la misère.

Nous disons NON aux guerres menées par l'impérialisme français et l'OTAN y compris les bombardements en Syrie. Nous exigeons le retrait des corps expéditionnaires.

On nous parle de la « générosité » de l'Allemagne, Valls vante celle de la France. Ici nous ne parlons pas de l'opinion publique mais des buts des gouvernants.

Ces derniers servent uniquement les intérêts de leur oligarchie financière.

Les monopoles pourront s'emparer plus facilement des ressources (pétrole, gaz ...) avec des pays exsangues, vidés de leur population. Les réfugiés pourront également constituer une main-d'œuvre à bas prix. Les migrations accompagnent la révision totale des accords impérialistes Sykes-Picot qui ont tracé les frontières actuelles pour se repartager à nouveau le Moyen-Orient dans l'intérêt des grands pays impérialistes occidentaux, des puissances régionales (Turquie, Israël) des monarchies pétrolières.

Seul notre Parti dénoncera cette politique de guerre du capital en reliant cette dénonciation à la nécessité de la lutte revendicative avec une politique de paix et de coopération.

Les propositions aux régionales du Parti Révolutionnaire – COMMUNISTES –

La Nation forgée par le capitalisme ascendant et davantage les droits démocratiques et sociaux des travailleurs conquis par les luttes de classe sont devenues des entraves aux yeux du capital pour assurer le profit maximum, pour assurer la compétitivité des monopoles français.

La réforme territoriale (13 régions) permettra l'adaptation économique, financière, politique du territoire aux exigences et besoins du capital mis en œuvre à l'échelle européenne par l'UE. La casse accentuée de la souveraineté nationale par la promotion de régions « stratégies économiques » va de pair avec la casse du Code du Travail qui fait de l'entreprise (et non les accords nationaux) à l'échelle du pays, le pivot des conditions de travail et de salaires.

Les régions nouvelles et les métropoles seront ainsi directement connectées et interdépendantes de la stratégie d'expansion des multinationales impulsée par l'UE. On le mesure également dans le

micro nationalisme de certaines bourgeoisies comme en Catalogne, dans les Flandres, en Italie du Nord pour s'inscrire dans la division internationale du travail prônée par l'UE.

Ces nouvelles régions « stratégie économique » assureront de nouvelles aides publiques massives aux entreprises, l'augmentation des taxes et impôts, sur fond de réduction des dépenses publiques.

Il y aura détournement accentué et accaparement de l'argent public par le capital. Une des conséquences sociales majeures c'est la fin de l'égalité des droits, certes formelle des travailleurs, l'inégalité des régions selon qu'elles seront ou non des pôles européens. **Mais partout les travailleurs seront exploités de manière accrue et victimes, seuls les capitalistes industriels et agraires seront les bénéficiaires de cette réforme.**

Les propositions de notre Parti qui seront enrichies par le débat au CN, nous devons, sur toutes les questions, à l'affrontement capital/travail. Comme nous l'avons dit au début du rapport, pour notre Parti, nous nous engageons dans une bataille de classe à ces élections contre le capitalisme et son offensive.

Bataille qui doit poser la question des moyens économiques spoliés par le capital (275 milliards d'aides publiques, 80 milliards de fraude fiscale, les richesses produites pillées par l'exploitation).

Contrairement à ce que prétend le PS, l'argent existe pour satisfaire les besoins et revendications. Contrairement à ce que dit le PCF, ce n'est pas par l'utilisation autrement du crédit ou de la BCE mais par le développement d'un puissant mouvement de luttes et de grèves.

De même dans la lutte contre l'UE, les propositions visant à sortir de l'euro, la construction d'un pôle des pays du Sud contre l'Allemagne sont d'autres solutions capitalistes mais ne permettront pas de satisfaire les revendications.

On ne peut lutter efficacement contre l'UE sans lier ce combat à la perspective historique de renversement du capitalisme.

Avec les régions, le capital veut affaiblir les droits, poursuivre les privatisations. Nos propositions vont lier défense de la souveraineté nationale (commune – département) et revendications sociales.

- **défense des droits et du Code du Travail, (statuts, salaires, conditions de travail) du cadre national de luttes (mis à mal aussi par les syndicats inscrits dans les régions stratégiques).**

- **défense des travailleurs en lutte contre les suppressions de postes et d'emplois et les conséquences des restructurations, la baisse des budgets sociaux.**
- **pour la défense et le développement des services publics notamment de proximité (postes, EDF, transports, santé, écoles, crèches ...) et contre les fermetures de sites.**
- **Nationalisation des monopoles casseurs d'emplois, actions pour défendre et développer les emplois industriels.**
- **défendre le caractère national et public de la santé et de l'éducation dans le collimateur de la réforme régionale.**
- **développer notre voie révolutionnaire pour une véritable alternative populaire : pour abattre le capitalisme par l'appropriation sociale par le peuple des moyens de production et d'échange (nationalisation sans indemnisation des monopoles avec gestion démocratique) et transfert du pouvoir d'État à la classe ouvrière et aux travailleurs par une révolution anticapitaliste.**

Enjeux de classe, propositions et dénonciation des partis du capital et de la stratégie des multinationales, tels sont les axes de la campagne que notre Parti va mener partout dans le pays !